

*Article 31 du Règlement*

au principe d'universalité qu'ils considèrent très important.

Je veux citer quelque chose qui a été dit par un important groupe de Canadiens à propos du projet de récupérer une partie des pensions de vieillesse. Je cite un éditorial du *Vancouver Sun*: «En tant que question politique, la récupération est une disposition sournoise car, au début, elle ne touchera pas beaucoup de Canadiens, et même ceux qui seront touchés n'en souffriront pas beaucoup au début, puisqu'on prévoit la mettre graduellement en oeuvre sur une période de trois ans.»

L'éditorial explique plus loin que le gouvernement a présenté cette disposition comme une mesure concernant les «contribuables à revenu élevé». Je ne lirai pas tout l'article, mais il poursuit en disant que le véritable problème est l'inflation qui devient, selon les termes mêmes de l'éditorial, «une arme à double tranchant contre les pensions de vieillesse, en réduisant la valeur aussi bien par la récupération que par la hausse des prix à la consommation».

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, aurions aimé faire comprendre qu'il est important de préserver la valeur des pensions de nos Canadiens aînés que l'inflation réduit chaque année. La mesure à l'étude va récupérer une partie de ces pensions. Aujourd'hui, 50 000 \$ peuvent paraître un revenu élevé, mais avec l'inflation, un million de Canadiens finiront par atteindre ce seuil et verront diminuer leur droit aux pensions.

Nous aimerions également examiner l'impact que cette mesure aura sur les personnes âgées mariées. On peut lire à cet égard, dans le *Ottawa Citizen* du 14 décembre, un bon article écrit par Leonard Shifrin.

M. Shifrin signale que les femmes, particulièrement les femmes âgées, sont durement touchées par ce projet de loi.

Lorsque mon parti était au pouvoir, je me souviens que le gouvernement Trudeau s'était trouvé aux prises avec un problème en ce qui concerne les personnes âgées, particulièrement les femmes âgées qui étaient dans le besoin. Elles n'avaient pas droit au RPC, n'ayant pas versé de cotisations. Elles devaient donc compter uniquement sur la pension de vieillesse. Qu'avons-nous fait? Nous avons augmenté le supplément de revenu garanti pour permettre à ce gens de toucher au moins un revenu raisonnable afin de pouvoir subvenir à leurs besoins quotidiens.

Je trouve cela horrible que le gouvernement ait plus au moins abondonné les femmes, spécialement les femmes âgées. Il y a beaucoup de personnes âgées dans ma circonscription qui déplorent le fait que le gouvernement conservateur n'a pas augmenté le SRG au cours des cinq dernières années. Nous aimerions avoir un débat sur ce sujet. Pourquoi le gouvernement veut-il récupérer les pensions de vieillesse dont ces gens auront absolument besoin pour vivre au cours des années à venir.

[Français]

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** À l'ordre! Comme il est 13 h 21, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 h 21.)

---

## REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, pour montrer aux Canadiens que le libre-échange n'aurait aucune incidence sur le secteur culturel au Canada, le gouvernement conservateur a promis, avant les dernières élections, que le niveau des subventions postales pour les revues, les journaux et les livres canadiens resterait à peu près stable pendant cinq ans.

Comme les temps ont changé. Maintenant que les élections sont choses du passé et que le libre-échange est un fait accompli, le gouvernement a cédé aux pressions exercées par les Américains et a manqué à sa promesse pas seulement une fois, mais deux fois. Les conservateurs ont commencé par réduire les subventions postales de 45 millions de dollars dans le budget, puis ils les ont diminuées encore de 64,5 millions la semaine dernière.

Le ministre des Finances et le ministre des Communications ne se rendent-ils pas compte que les éditeurs réalisent des profits avant impôt de 2 p. 100 seulement et que c'est pour cette raison que, depuis plus de 100 ans, tous les gouvernements, quel que soit leur parti politique, ont appuyé ces subventions? Les subventions postales permettent à tous les Canadiens de toutes les régions du pays d'avoir également accès aux revues, aux livres et aux journaux à caractère national.

Cette décision du gouvernement conservateur de couper ce lien vital entre les éditeurs et les lecteurs touchera 95 p. 100 des Canadiens qui lisent nos revues. Le gouvernement ne sait-il pas que les Canadiens aiment lire des